

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°17 - Août-Septembre 2005

AFPS 59-62 Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

Tél. : 03 20 22 90 97 Site : <http://www.nord-palestine.org> Bulletin : jpc@nord-palestine.org

ÉDITO : Les colons sont allés "boire la mer à Gaza" *

Le retrait de Gaza est-il une victoire pour les Palestiniens ou une manœuvre de Sharon ? Une décision unilatérale des Israéliens ou un ordre venant des Américains ? Le résultat de la résistance des Palestiniens de Gaza ou un geste de bonne volonté des occupants ? Le début de la création d'un Etat palestinien ou le bouclage hermétique de la plus grande prison du monde ?

On entend, à propos de cette opération, terminée en un temps record, tout et son contraire. Son contraire ? Pas si sûr. Et si le retrait de Gaza était un peu de tout cela ? (à l'exception du geste de bonne volonté auquel seuls les naïfs et les malhonnêtes peuvent encore croire)

Les colonies de Gaza avaient un coût financier mais aussi humain pour les Israéliens. De nombreux soldats se demandaient s'il fallait vraiment "mourir pour Netzarim", la résistance palestinienne peut légitimement parler de victoire car s'il n'y avait pas eu de résistance il n'y aurait sûrement pas eu de retrait.

Décision personnelle de Sharon ? Sans aucun doute, mais les clivages politiques ne sont pas que des calculs de plans de carrière. Même si on a assisté à une dramatisation exagérée des affrontements entre Israéliens depuis l'annonce de ce retrait, il ne fait pas de doute que les positions et les oppositions se sont radicalisées. Des fêlures traversent la société israélienne que l'on avait pu croire presque monolithique depuis le début de la seconde intifada.

Rêver que la résistance irakienne profite aux Palestiniens au point de rendre l'administration américaine désireuse de régler "à tout prix" le conflit israélo-palestinien et extrapoler sur un lâchage de Sharon par Bush serait par contre hasardeux. Les craintes de voir Sharon profiter de son blason redoré à bas prix dans les chancelleries occidentales pour tenter de bloquer Gaza et annexer toujours plus la Cisjordanie et Jérusalem sont justifiées. 8000 prisonniers sont toujours dans les prisons d'Israël et les nouvelles constructions de colonies en Cisjordanie prouvent que le gouvernement israélien n'a pas changé de politique. On peut même s'attendre à ce que Sharon fasse tout pour regagner le Likoud dans les prochains mois et l'on sait que la mort de Palestiniens pourrait toujours l'y aider. Quoiqu'il en soit on ne peut que se réjouir avec nos amis Palestiniens de la disparition de ces colonies.

Le seul garant du respect du droit des Palestiniens a toujours été la lutte des Palestiniens eux-mêmes. On peut leur faire confiance pour ne pas se bercer d'illusions et pour ne pas baisser les bras.

Ils restent cependant dramatiquement isolés sur cette "scène internationale" dont les acteurs sont bien souvent médiocres. Eriger le droit du plus puissant en droit international, prouve aux plus démunis de ce monde la volonté de l'Occident de maintenir un ordre injuste. Le revirement progressif de la diplomatie française au Proche Orient est assurément inquiétant à tout point de vue, et lourd de conflits ultérieurs, là-bas comme ici.

La solidarité internationale, la mobilisation de nos énergies sont plus que jamais nécessaires pour qu'un nouveau mur, celui du silence, ne vienne pas renforcer le mur de la prison palestinienne.

M.L.

* Aller "Boire la mer à Gaza" est une expression palestinienne que l'on pourrait traduire par "va jouer sur l'autoroute" ou plus traditionnellement "va au diable". C'est aussi le titre d'un livre d'Amira Hass, journaliste israélienne (que vous retrouverez dans ce bulletin), elle y décrit la vie à Gaza sous l'occupation.

COTISATION AFPS NORD PAS-DE-CALAIS

- Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 65 € (sans abonnement : 54€)

- Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 € Avec l'abonnement au journal : 38 €

- Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus

5 € d'abonnement à *Palestine Solidarité* sont inclus dans le prix de chaque cotisation

- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS (voir en tête du bulletin)

BRADERIE DE LILLE

Comme chaque année, l'AFPS Nord Pas de Calais tient un stand à l'occasion de la **BRADERIE DE LILLE** les samedi 3 et dimanche 4 septembre 2005

Place Simon Volland (Porte de Paris)

À deux pas de l'Hôtel de Ville, aux côtés de nombreuses autres associations comme l'UJFP ou ATTAC, ce stand marquera la "rentrée militante". Vente d'huile d'olive de Palestine, de céramiques, d'artisanat, de broderies, de livres et de revues.

Rencontre entre adhérents le samedi à 19 h

EN JUILLET A LILLE :

**Pour la Paix, Pour la Palestine, Non à Sharon !
Non au Mur ! Non à l'occupation !**

À l'appel de l'AFPS, du CBSP, de l'UJFP, de la Communauté palestinienne, de ASTR, d'Arabesque, de la LCR, de la LDH, des Verts...

deux rassemblements d'une centaine de militants ont eu lieu pour la Paix, contre la venue de Sharon en France, contre l'Occupation et le Mur les 26 et 27 juillet, place des Buisses à Lille.



Une journaliste française refoulée par Israël

PARIS (AP) - Houda Ibrahim, journaliste française de Radio France Internationale (RFI), a été refoulée d'Israël dimanche dernier après avoir tenté d'entrer en Cisjordanie par la frontière jordanienne, a signalé vendredi l'organisation Reporters sans frontières (RSF).

"Empêcher une journaliste, qui plus est mandatée par le gouvernement français, de mener à bien sa mission est tout à fait inacceptable", a réagi l'ONG de défense de la liberté de la presse, réclamant au gouvernement israélien "des explications sur cette mesure arbitraire".

Journaliste pour RFI et RMC Info depuis huit ans, Houda Ibrahim était chargée d'assurer la formation de jeunes journalistes palestiniens au cours d'une mission officielle de sept jours qui devait la conduire à Bethléem et Ramallah, ainsi qu'à l'université de Bir Zeit, précise RSF dans un communiqué.

En provenance de Paris, la journaliste a fait escale à Amman, en Jordanie, avant d'entrer sur le territoire israélien. Arrivée à la frontière dans une voiture du consulat de France, elle n'a pas été autorisée à entrer en Cisjordanie. Elle avait déjà été expulsée d'Israël en 2002 après avoir réalisé une interview de Yasser Arafat. AP

La Caravane du Droit a marqué son passage

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'ACTION CITOYENNE

Effets directs et indirects considérables

Mercredi 17 août 2005.

En date du 2 août 2005 et du 5/07 au 1/08/2005, période couvrant le cheminement de la Caravane du Droit, plus de 380 communiqués, articles de presse ou dépêches d'agence ont été détectés en provenance des pays suivants : France, Italie, Espagne, RFA, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Grèce, Luxembourg, Pologne, Danemark, Suède, Bulgarie, Serbie, Turquie, Syrie, Jordanie, Canada, USA, Russie, Maroc. Une recherche plus exhaustive est en cours et devrait aboutir à un chiffre tout à fait considérable en terme de médiatisation.

Par ailleurs, plus de 60 interviews ont été donnés à diverses chaînes de télévision, y compris en direct et pendant des heures de grande écoute (exemple : 35 minutes à 14h30 sur la chaîne nationale turque en duplex avec Gush-Shalom à Tel-Aviv et un membre de l'Autorité palestinienne à Ramallah). Le nombre d'interviews pour des radios nationales, locales ne peut être estimé tant les Caravaniers furent sollicités.

Une centaine de kms de bobines de film ont été tournées et sont actuellement en phase de " dérushage " chez un réalisateur-monteur qui, avec des jeunes professionnels français et allemands, prépare le montage d'un film de jeunes européens qui sera probablement présenté au prochain festival de Cannes. Les images sont d'excellente qualité et le film promet d'être du même ordre.

134 citoyens de 18 nationalités différentes ont vécu les évènements qui ont marqué le passage de la Caravane et constituent autant de témoins incontestables des situations constatées.

Quant aux objectifs que s'était fixés la Caravane, ils ont été tous atteints, voire largement dépassés.

Michel Flament (la suite de cet article et autres informations sur le site de la Coordination de l'Appel de Strasbourg)
<http://www.eutopic.lautre.net/coordination/>



Les enfants de Naplouse à Lille

Ce samedi 9 juillet après midi la salle sous le beffroi de la mairie de Lille était bien remplie pour recevoir les enfants de Naplouse. Après que Mr. Khalid et Mme Zakia tous deux du bureau du CBSP de Paris nous aient fait un bilan des actions menées par le CBSP, la parole était donnée à Monsieur de Saintignon 1^{er} adjoint au Maire de Lille. Etaient également présentes Mme D. Poliautre, Mme Nadia Salah, ainsi que Mme Françoise Coliche Présidente du Comité d'Animation des Bois Blancs. Les enfants sont repartis les bras chargés de cadeaux après avoir chanté jusqu'à 18 h. Mireille (Roubaix)

Manifestation à Paris samedi 9 juillet

Des actions ont eu lieu le 9 juillet dans de nombreuses villes de France. A Paris, la manifestation à l'appel du Collectif pour une Paix juste entre Palestiniens et Israéliens, dont l'AFPS, a réuni environ 2000 manifestants déterminés à refuser la politique coloniale de Sharon, à exiger le Droit et le démantèlement du Mur. Le déplacement en bus d'une cinquantaine de Lillois et de Roubaisiens a été organisé par un collectif d'organisations **Sharon et son gouvernement charcutent Jérusalem** <http://www.france-palestine.org/article2021.html>

Jérusalem redessinée par le mur

Le gouvernement israélien vient d'approuver le tracé du mur de séparation autour de Jérusalem-Est. La construction devrait être achevée le 1^{er} septembre prochain.

Le gouvernement israélien a adopté le 10 juillet le tracé du mur de séparation autour de la ville de Jérusalem. Les contours du mur de séparation réorganiseront les limites et l'équilibre démographique de la ville sainte. De la partie est de Jérusalem, annexée, quatre quartiers où vivent 55 000 Palestiniens seront coupés du reste de la ville. En revanche le mur inclura les colonies israéliennes fortes de 30 000 personnes dans Jérusalem.

En adoptant le tracé du mur de séparation le gouvernement d'Ariel Sharon entérine toutefois un plan de facilitation des communications entre les futures deux parties de la ville. Ainsi douze points de passage sont prévus pour permettre à quelque 3 500 élèves de se rendre à l'école. En effet, selon le tracé, écoles, postes, services, etc. demeurent côté israélien. La ville de Jérusalem compte 700 000 habitants dont 230 000 Palestiniens qui possèdent tous des cartes d'identité précisant leur résidence permanente dans la ville.

Pour certains observateurs le franchissement quotidien des «postes de contrôle» par des milliers de personnes est «irréalisable». Pour de nombreux Palestiniens la construction de ce mur est une catastrophe «qui sépare des Palestiniens d'autres Palestiniens». Présenté au départ comme une «clôture antiterroriste», le mur long de 650 km rend aujourd'hui «problématique la création d'un Etat palestinien viable». Les autorités palestiniennes ont exprimé leur volonté de faire de Jérusalem-est la capitale de leur futur Etat.

«Nous rejetons cette mesure qui ne sera pas bénéfique au processus de paix ni même à la sécurité d'Israël», a déclaré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Malgré un avis rendu en juillet 2004 par la Cour internationale de justice qualifiant «d'illégale» la construction de ce mur, suivi par l'Assemblée générale de l'ONU qui exigeait le démantèlement de l'ouvrage, Israël a poursuivi son édification «pour des raisons de sécurité». Par ailleurs, les autorités israéliennes affirment que le calendrier de fin des travaux n'entame en rien celui du retrait de la bande de Gaza qui débutera le 17 août prochain.

Didier Samson

Article publié le 11/07/2005 RFI

L'ÉCRAN DE FUMÉE DE GAZA

Interview de Hind Khoury ministre Palestinienne des Affaires pour Jérusalem par Palestine Report
Hind Khoury est l'une des deux femmes ministres de l'Autorité Palestinienne.

Elle est aussi la maman d'un de nos adhérents membre du CA de l'AFPS Nord Pas-de-Calais

Le gouvernement israélien se sert du retrait de Gaza pour faire un écran de fumée destiné à couvrir ce qu'il fait à Jérusalem-Est.

Ces mesures intègrent la poursuite de la construction du mur, et, conformément à la décision de juillet dernier, couperont pratiquement Jérusalem-Est de la Cisjordanie à dater du 1er septembre.

Les gens devront alors transiter par ce qu'ils appellent des "passages" mais qui sont de facto et en réalité des frontières.

PR : En quoi tous les regards braqués sur Gaza, affectent-ils les événements de Jérusalem, à vos yeux ?

Kh : Le gouvernement israélien se sert du retrait de Gaza pour faire un écran de fumée destiné à couvrir ce qu'il fait à Jérusalem-Est.

Ces mesures intègrent la poursuite de la construction du mur, et, conformément à la décision de juillet dernier, couperont pratiquement Jérusalem-Est de la Cisjordanie à dater du 1^{er} septembre.

Les gens devront alors transiter par ce qu'ils appellent des "passages" mais qui sont de facto et en réalité des frontières.

Les mesures israéliennes comprennent aussi l'expansion des colonies de Jérusalem et du Grand Jérusalem telle que définies par la municipalité israélienne, et la délivrance d'ordres de démolition de maisons et d'ordres de démolitions effectives.

Toutes ces mesures visent à mettre en œuvre la politique israélienne pour l'annexion d'autant de terre que possible et à débarrasser Jérusalem du plus possible de Palestiniens Chrétiens et Musulmans.

PR : Est-ce que le Ministère surveille les nombreuses colonies et tous les Palestiniens qui vont être éliminés, etc. ?

Kh : Beaucoup d'organisations se tiennent au courant de tout cela, mais nous sommes constamment attentifs à l'expansion des colonies et aux nouvelles colonies, et nous soulevons ces problèmes chaque fois que c'est possible, pour informer les médias et informer les gens de tout ce qui peut être entrepris légalement.

Nous recueillons aussi des informations sur les conséquences pour les gens. Les gens sont paniqués à l'idée de savoir s'ils pourront entrer dans la ville après le mois de septembre quand beaucoup de monde sera coincé à l'extérieur de la ville.

Selon les informations que nous avons réunies, quelques 68% de tous les professionnels de santé seront coincés derrière le mur et 62% des professeurs pareillement.

Si ces personnes ne peuvent pas aller travailler, si les institutions ne peuvent pas garantir à leurs employés qu'ils peuvent rejoindre leur travail, ces institutions seront dramatiquement touchées car il n'y a pas assez de professionnels pour remplacer ces absences.

Il y a d'autres implications humanitaires.

La perte de leurs moyens d'existence affectera de façon drastique les habitants de Jérusalem et les gens coincés

à l'extérieur du mur. Beaucoup des salariés de Jérusalem-Est travaillent à l'extérieur du mur, à Ramallah et Bethléem, mais en plus ils ont des contacts organiques et des liens familiaux.

Pour l'instant, Israël dit que les gens n'auront pas besoin de permis pour quitter la ville, mais nous connaissons les Israéliens ; ils peuvent bien déclarer aujourd'hui qu'aucun permis ne sera nécessaire, mais bientôt, si d'une manière ou d'une autre ces mesures sont acceptées, ils introduiront des permis et même des confiscations de permis.

Ces développements sont terriblement dramatiques pour Jérusalem. Les secteurs à l'Est de la ville sont des territoires occupés et nous considérons que la communauté internationale a le devoir, à ce sujet, d'examiner les responsabilités d'Israël à la lumière de la loi internationale.

PR : Le ministère et l'Autorité Palestinienne en général font-ils le nécessaire pour pousser la communauté internationale à faire quelque chose à cet égard ?

Kh : Nous avons évidemment des contacts avec la communauté internationale et nous avons soulevé le problème de la division de Jérusalem bien des fois et à tous les niveaux.

Nous allons avoir une rencontre avec toute la communauté diplomatique présente ici le vendredi (12 août) et nous leur présenterons un bulletin d'information détaillant les répercussions humaines, sociales et économiques que l'expansion des colonies et les démolitions de maisons vont avoir sur la ville.

Nous espérons pouvoir discuter avec eux des mesures concrètes que la communauté internationale devra prendre pour que la responsabilité d'Israël soit reconnue et qu'il soit obligé de respecter la loi internationale.

PR : La communauté internationale a-t-elle apporté une réponse ?

Kh : Souvent la communauté internationale nous demande : "Que voulez-vous que nous fassions ?".

Notre réponse c'est qu'elle a des responsabilités et doit prendre des initiatives.

Nous savons que la communauté internationale respecte la loi internationale et reconnaît Jérusalem comme un territoire occupé.

Nous sommes sûrs qu'elle est hostile aux souffrances humanitaires engendrées dans la ville. Mais jusqu'ici Israël poursuit ses initiatives, sur une grande échelle et

par des moyens encore plus dramatiques, et il incombe à la communauté internationale d'initier des actions concrètes maintenant et de nous dire quelles seront ces mesures.

PR : Le ministère s'efforce-t-il d'atteindre les organisations populaires à l'intérieur même de Jérusalem pour étendre cette action en leur nom ?

Kh : Nous gardons évidemment les contacts ouverts avec tous les comités de toutes les régions comme Shoufat ou Silwan et nous avons conscience du besoin d'action collective. Nous allons bientôt appeler à un meeting commun pour réunir nos tête pensantes et décider d'un plan d'action collectif.

La plupart des initiatives isolées ne sont de mon point de vue pas suffisamment efficaces ;

Cela requiert du travail, et nous travaillons de mieux en mieux avec les organisations populaires de Jérusalem-Est et avec les organisations de la société civile. Nous avons besoin d'en faire encore plus et de le faire dans le futur le plus proche.

Jérusalem-Est va être, quasiment, annexée et coupée du reste des territoires palestiniens. Cela représente au moins 5% de toute la zone cisjordanienne, et sans Jérusalem, la solution à deux états n'est pas viable.

La position du monde entier a été qu'une solution à deux états doit conduire à la paix et à la stabilité dans la région. Ce que menacent particulièrement les mesures israéliennes à Jérusalem

LES 99,5 % RESTANTS

Amira Hass (Haaretz, 24 août 2005) publié le jeudi 25 août 2005

Comme le disait cette semaine, dans le camp de réfugiés de Khan Younes, quelqu'un qui travaillait auparavant dans une des colonies : « Les colonies divisaient la Bande de Gaza en trois ou quatre prisons. Maintenant, nous vivons dans une seule grande prison. Plus confortable, mais toujours une prison ».

.../« Est-il possible », dit-il en poursuivant sa question, « que les Israéliens qui sont tellement aimables et bons - vous savez, j'ai de la famille ici - ne sachent pas quelle injustice ils ont causée ici ? » Le choc des visions de destruction qu'Israël laisse dans le Gaza palestinien et dont il avait été le témoin ces derniers jours se reflétait dans son regard. « Je suis juif et mon père est un survivant du génocide, et j'ai grandi sur de tout autres valeurs du judaïsme. Justice sociale, égalité, souci du prochain. »

Si naïve fût-elle, cette question était comme une bouffée d'air frais. Voilà un Juif qui donnait son opinion sur le sort d'un million trois cent mille êtres humains, pendant que le monde entier semble se focaliser sur chacun des 8 000 Juifs qui déménagent. Voilà un Juif ébranlé par ce qui est devenu une froide comptabilité : 1 719 Palestiniens ont été tués dans la Bande de Gaza depuis la fin septembre 2000 jusqu'à aujourd'hui, selon diverses évaluations : quelque deux tiers d'entre eux n'étaient pas armés et n'ont pas été tués dans un combat ni dans une tentative d'attaquer une position militaire ou une colonie. D'après les chiffres du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme, 379 des tués étaient des enfants de moins de 18 ans, 236 avaient moins de 16 ans, 96 étaient femmes. 102 avaient été la cible d'un attentat ciblé mais l'armée israélienne a tué, par la même occasion, 96 personnes qu'elle tient elle-même pour innocentes. 9 000 habitants de Gaza ont été blessés, 2 704 maisons d'une vingtaine de milliers de personnes ont été détruites par les bulldozers de l'armée israélienne et les tirs d'hélicoptères, 2 187 maisons ont été détruites partiellement. 31 650 dounams de terres agricoles ont été dévastées. Les réponses israéliennes à ces chiffres sont connues d'avance : ils l'ont cherché ou : qu'est-ce qu'ils espèrent quand ils tirent des roquettes Qassam sur des enfants et sur de paisibles maisons ou quand ils essaient de s'infiltrer et d'assassiner des civils dans leurs maisons : que l'armée israélienne ne les défendra pas ?

Une ligne directe est tendue entre ces questions - expression du soutien du public à la politique

offensive d'Israël - et la participation à la douleur des personnes évacuées ou l'admiration pour ce « somptueux chapitre » de la colonisation sioniste. Ligne directe d'une croyance fondamentale dans les privilèges des Juifs sur cette terre. On peut effectivement s'associer à ceux qui vouent de l'admiration pour les colons en général et pour les colons de la Bande de Gaza en particulier.

Quel talent ne faut-il pas pour vivre pendant 38 ans dans un parc florissant et de somptueuses villas, à 20 mètres de camps de réfugiés bondés, asphyxiés ! Quel talent aussi, pour faire tourner les systèmes d'arrosage sur les pelouses quand, en face, des dizaines de milliers d'autres personnes dépendent de la distribution d'eau potable par camions-citernes ! De savoir que vous méritez que votre gouvernement vous construise de somptueuses routes et néglige jusqu'à la destruction (avant Oslo, avant 1994) les infrastructures chez les Palestiniens. Quelle habileté ne faut-il pas pour sortir de votre serre bien entretenue et passer, l'esprit tranquille, par les dattiers chargés de fruits et vieux de 60 ans, qui sont transplantés pour vous, les routes qui sont barrées pour vous, les maisons détruites pour vous, les enfants bombardés depuis des hélicoptères et des chars et qui sont enterrés près de vous, pour la paix de vos enfants et la paix de vos privilèges. Pour environ un demi pourcent de la population de la Bande de Gaza, un demi pourcent juif, ont été complètement bouleversées, détruites, les vies des 99,5% restants. Voilà de quoi susciter l'admiration. Et ce qui étonne, c'est de voir comment la majorité des autres Israéliens, qui ne sont pas allés eux-mêmes coloniser la patrie, ont supporté cette réalité et n'ont pas exigé de leur gouvernement d'y mettre fin. Avant les Qassams.

Une grosse chèvre bien nourrie a été ramenée, cette semaine, de la Bande de Gaza. On comprend le sentiment de soulagement de la majorité des 99,5%, bien qu'il soit très loin de ce qui transparait des comptes-rendus tellement superficiels des journalistes



qui se concentrent sur les festivités du Hamas et de l'Autorité Palestinienne. Comme le disait cette semaine, dans le camp de réfugiés de Khan Younes, quelqu'un qui travaillait auparavant dans une des colonies : « Les colonies divisaient la Bande de Gaza

en trois ou quatre prisons. Maintenant, nous vivons dans une seule grande prison. Plus confortable, mais toujours une prison ».

Traduction de l'hébreu : Michel Ghys

La Palestine et le devenir du monde

Brahim SENOUCI, Maître de Conférences Université de Cergy-Pontoise - [publié le vendredi 8 juillet 2005.](#)

"La Palestine mandataire (c'est-à-dire l'État d'Israël et les territoires occupés) représente moins de 5 % de la superficie de la France. Le conflit qui s'y déroule entre dans la catégorie des conflits dits de basse intensité. En effet, bien que la violence y soit quotidienne, ce n'est pas, loin s'en faut, le conflit le plus meurtrier de la planète. A cet égard, les massacres en Afrique ou en Tchétchénie sont beaucoup plus sanglants..."

...Les adversaires de la cause palestinienne ne manquent d'ailleurs pas d'en faire un de leurs arguments de base. Ainsi, un reproche souvent entendu par les militants de la cause palestinienne est l'excès d'attention porté à cette région quand tant d'autres subissent des dommages bien plus importants.

Implicitement ou explicitement, ceux qui assènt cet argument laissent penser que ceux qui soutiennent les Palestiniens ont des ressorts inavouables tels que la haine des juifs. Ce procès ne mérite pas qu'on s'y arrête. Des grandes voix, à travers le monde, y compris en Israël même, de penseurs, d'hommes de lettres, de dirigeants politiques, peu suspects d'antisémitisme, appellent sans relâche Israël à ses devoirs de respect du droit international.

Cette surexposition n'en est pas moins une réalité. L'affaire du retrait de Gaza en est une parfaite illustration. Ce territoire de 300 kilomètres carrés, surpeuplé, dépourvu de charge symbolique, fait depuis plusieurs mois la une des journaux du monde entier. L'opinion internationale est suspendue à la question du retrait d'Israël de ce territoire, tout en sachant que ce retrait (encore éventuel, sans doute partiel, et assorti de contraintes telles que le maintien du contrôle terrestre, maritime et aérien par Israël !) ne préfigure en rien la décolonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est. Par ailleurs, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, jusque dans la Tchétchénie et l'Irak martyres, les keffieh fleurissent de par le monde, tels les nouveaux étendards de la révolution mondiale. Pourquoi ? Pourquoi les populations qui vivent dans le dénuement et la misère se comportent-elles comme si leur souffrance s'incarnait dans la figure du Palestinien ? Pourquoi, jusque dans les pays occidentaux, la cause palestinienne est-elle devenue l'emblème du refus de la pérennité d'un ordre mondial particulièrement inique ?

Les peuples du tiers monde ont longtemps cru en la possibilité d'une amélioration progressive de leur sort. Longtemps, le discours occidental s'est défaussé de sa culpabilité en pointant les causes endogènes du sous-développement, mauvaise gouvernance, absence de démocratie, corruption généralisée. Ce discours a produit paradoxalement des effets positifs. Jamais, la revendication de liberté n'a été aussi puissante. Jamais, la volonté de s'affranchir de potentats locaux n'a été aussi affirmée. Jamais, les trônes sur lesquels siègent les sanglants satrapes d'Afrique ou d'ailleurs n'ont autant vacillé. En Côte d'Ivoire, au Liban, en Iran, dans le Caucase, monte la même revendication de démocratie, de respect des droits de l'homme, se manifeste le même rejet de pouvoirs liberticides et anachroniques. Quelque chose sous-tend cette révolte. Il s'agit de la conviction que la démocratie est le point de passage obligé vers le développement et le bien-être.

Cette conviction est-elle fondée ? Rien n'est moins sûr. Les pays développés absorbent l'essentiel des matières premières produites dans le monde. A titre d'exemple, les Etats-Unis, qui représentent 5 % de la population mondiale, consomment 25 % des ressources de la planète. De plus, les modes de consommation de l'Occident se traduisent par des désordres environnementaux graves, pollution, effet de serre... Qu'en serait-il si le monde entier accédait à ces mêmes modes de consommation ? La situation deviendrait dès lors insoutenable. Les puissances occidentales, les Etats-Unis en particulier, l'ont si bien compris que, pour sauvegarder leur richesse, ils ont délibérément choisi de maintenir la majeure partie du globe hors de la sphère du développement. Ils ne veulent en aucun cas procéder à la révision dramatique de leur mode de vie qu'imposerait l'intégration de la possibilité de l'accès au développement pour tous. Concrètement, cela se traduit par la mise en place de cordons sanitaires, en Méditerranée, le long du Rio Grande ou dans le détroit de Formose, ou par des équipées sanglantes en Irak et ailleurs.

Il est intéressant de remarquer que le discours américain sur les vertus de la démocratie tend à s'estomper au profit d'un discours de force beaucoup plus cynique, fortement inspiré par les néo-conservateurs. Il convient d'ajouter que ces cordons sanitaires peuvent passer à l'intérieur des pays occidentaux. Le tiers monde y est en effet présent, en particulier dans les banlieues des grandes villes, et il s'agit de contenir sa menace. Tout le discours sécuritaire actuel doit être compris à l'aune de cette logique. Et la Palestine là-dedans ?

Si le monde a les yeux rivés sur cette région, c'est d'abord parce qu'elle présente une valeur de test de la volonté de l'Occident de mettre en adéquation ses discours et leur application sur le terrain. Le conflit israélo-palestinien met directement au contact le Nord et le Sud. La justice, c'est une affaire entendue, est du côté des Palestiniens. Ils ont vu leur patrie historique disparaître et ils ont connu les massacres, la destruction de leurs villages et l'exode. Dans leur immense sagesse, ils ont, dans un souci de paix, intégré la perte de l'essentiel de leur territoire et revendiquent l'établissement de leur Etat sur les 22 % que leur concède le droit international. Ils ne veulent pas, toutefois, que la mémoire de leur martyrologie soit effacée. Comment leur en vouloir ? Ils réclament que soient reconnues les responsabilités historiques, israélienne et européenne, dans la création de leur tragédie. Ils appellent, enfin, à une solution juste, telle que prévue par la résolution 194, du problème des réfugiés.

Le monde entier connaît peu ou prou ces données. Si le problème palestinien ne trouve pas une solution juste et rapide, le monde entier sera alors convaincu qu'au delà

de la Palestine, c'est la perpétuation d'un ordre mondial injuste qui est en jeu. En particulier, les gens du tiers-monde, aussi bien ceux qui vivent dans les pays sous-développés que ceux qui sont citoyens de l'Occident, se rendront définitivement à l'évidence que leur marginalité n'est pas conjoncturelle, mais structure le projet occidental. Il ne faut pas chercher ailleurs le secret de la popularité de la cause palestinienne. Elle est en fait devenue la cause de la justice, pas celle des nantis, mais une justice monde, comme il existe une économie monde et comme devrait exister une démocratie monde. On

n'ose penser aux terribles désordres qui marqueraient l'intégration dans l'imaginaire des peuples du tiers monde de leur assignation éternelle au statut de marginalité.

Le monde sera incontestablement meilleur si les Palestiniens se voient reconnaître justice. A défaut, cela signifierait que l'espoir d'une vie meilleure est interdit à la majeure partie de l'humanité. Une telle situation est grosse de tous les dangers et met en grave péril l'équilibre précaire du monde.

L'ARMEE ISRAELIENNE ANNEXE LA TERRE POUR LE MUR AUTOUR DE MA'ALEH ADUMIM Par Meron Rapoport and Yuval Yoaz, Haaretz Correspondents Last update

<http://www.haaretzdaily.com/hasen/spages/616334.html>

Ce week-end, l'armée israélienne et l'Administration civile ont commencé à publier des ordres d'expropriation de terres pour la construction du Mur autour de Ma'aleh Adumim, après que le Ministre de la Justice, Menachem Mazuz, ait apposé le sceau de la légalité sur la majeure partie de son tracé.

Les États-unis sont fermement opposés à la construction d'une barrière autour de la grande colonie de Cisjordanie, arguant du fait que cela empêcherait la création d'un État palestinien viable en rendant difficile la circulation entre le Nord et le Sud de la Cisjordanie.

Bien que le trajet du Mur dans cette région ait été approuvé par le Conseil des ministres en février dernier, les ministres n'ont pas vu les plans détaillés que l'Administration civile a présentés aux maires palestiniens locaux. Au cours de la réunion de février, les ministres ont appris que le trajet exact dépendrait de l'approbation du Ministre de la Justice.

Le Ministre de l'intérieur, Ophir Pines-Paz (travailliste) avait réclamé que le trajet final soit exposé au Conseil des ministres avant que les travaux commencent. Mais le ministre Haim Ramon (travailliste aussi) avait déclaré que tant que le trajet ne différerait de façon significative de celui approuvé en février, il ne voyait pas de problème.

Selon le Ministre de la justice, les portions du trajet approuvées à ce jour certaines d'entre elles seront construites sur des terrains publics, d'autres sur des terres palestiniennes privées - ne sont guère différentes du tracé original.

Mazuz a ainsi approuvé les sections Ouest et Sud du trajet du Mur et une partie de la section Est. Il est toujours en train d'examiner le reste.

Le tracé projeté place le point le plus à l'Est de la Barrière entourant Ma'aleh Adumim à 25 km de la Ligne verte, à peu près au milieu de la largeur de la Cisjordanie. Les Palestiniens et la communauté internationale disent que la conséquence est l'impossibilité de la création d'un Etat palestinien viable et l'entrave à la continuité territoriale entre le Nord et le Sud de la Cisjordanie.

Des sources diplomatiques à Jérusalem indiquent que les ordres publiés ce week-end sont examinés par des hauts fonctionnaires de l'administration étasunienne et que le

problème sera soulevé lors de la rencontre de mercredi entre le Ministre des Finances Ehud Olmert et la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice.

Mais Ramon, un des hauts partisans du Mur, a rejeté l'accusation de discontinuité territoriale. Le problème sera résolu, a-t-il dit, si Israël construit simplement une nouvelle route reliant Bethlehem à Ramallah, garantissant ainsi que la Cisjordanie ne serait pas coupée en deux.

Hind Khouri, le Ministre palestinien chargé de la question de Jérusalem indique que les ordres d'expropriation publiés ce week-end concernent au total 1 588 dunams (1 dunam = 1 000 mètres carrés) dans la région de Al-Azzariyeh, Abu Dis and Sawahra al-Sharkiyeh. De plus, a-t-il dit, le trajet programmé inclura du côté israélien du Mur des pâturages, des oliveraies et quelque 250 sources utilisées par les Palestiniens.

Selon la décision du Conseil des Ministres, la barrière entourant Ma'aleh Adumim est programmée pour inclure 67 kilomètres carrés de la Cisjordanie du côté israélien du Mur.

Salah Bader, chef de l'Agence de communication palestinienne pour la région de Jérusalem, dit que l'Autorité Palestinienne projette de faire appel du trajet devant les tribunaux israéliens.

"Le Mur va nous emprisonner" dit-il. La distance entre le Mur à l'Ouest de Al-Azzariyeh, qui la coupe de Jérusalem, et la nouvelle barrière qui doit être construite n'excédera pas 2 km. Il y a plus d'espace que cela dans la prison de Ketziot."

Le juriste Danny Seidemann de "Ir Amim organization" dit qu'Israël profite du retrait de Gaza pour construire la barrière entourant Ma'aleh Adumim.

Une appréciation similaire est émise par l'avocat Mohammed Dahla, qui a représenté de nombreux Palestiniens pour leurs recours auprès de la Haute Cour de Justice concernant le Mur.

Le Ministre de la justice a rejeté cette accusation.

Le Colonel (de réserve) Shaul Arieli, qui a dessiné la carte de l'initiative de Genève et a réussi à persuader la Haute Cour de changer le tracé du Mur en plusieurs endroits, dit que le trajet proposé autour de Ma'aleh Adumim allait provoquer le transfert de dizaines de milliers de Palestiniens de la région.

Reçu de Gush-shalom <http://www.gush-shalom.org> Source et traduction : Jean Claude Perron

Avertissement

L'AFPS 59.62 a pour vocation la diffusion d'informations relatives aux événements du Proche Orient.

Les auteurs du site travaillent à la plus grande objectivité et au respect des opinions de chacun, soucieux de corriger les erreurs qui leur seraient signalées.

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur et/ou de leur traducteur. En aucun cas l'AFPS 59.62 ne saurait être tenue responsable des propos tenus dans les analyses, témoignages et messages postés par des tierces personnes.

D'autre part, beaucoup d'informations émanant de sources externes, ou faisant lien vers des sites dont elle n'a pas la gestion, l'AFPS 59.62 n'assume aucunement la responsabilité quant à l'information contenue dans ces sites.